

Environnement des Affaires et IDE au Cameroun/ Business Environment and FDI in Cameroon

Yves Patrice ETOGO NYAGA¹, Moussa Elhadji SAIDOU² & Ali Mahamat GAMBO³

Abstract

The objective of this research is to study the influence of the business environment on FDI (Foreign Direct Investment) in Cameroon. We use the ARDL model and the bounds testing cointegration approach. The study leads to the following results: (i) some variables in the business environment have a negative influence on FDI i.e. inflation, political risk, public debt, while the growth rate and infrastructure have a rather positive effect ; (ii) the error correction term indicates a moderate speed of convergence towards the long-run equilibrium of the influx of FDI since the short-term deviations of this equilibrium are corrected at 32.83% per year by feedback effect.

Keywords: FDI, Business environment, ARDL.

JEL Classification : F21; F23; L26; M21, O43.

1. Introduction

La grande pauvreté qui sévit en Afrique ne peut être vaincue sans une croissance soutenue et durable (OCDE, 2005). Or, cette croissance soutenue et durable est favorisée par une conjonction favorable dans laquelle l'entrepreneuriat et l'investissement induisent une hausse de la productivité qui à son tour autorise un accroissement des investissements dans le futur. Cet enchaînement est également propice à la création d'emplois et à l'apparition de technologies nouvelles, en particulier grâce aux échanges et aux investissements internationaux. Il est ainsi évident que sans l'apport des capitaux étrangers, l'Afrique dans sa grande pauvreté ne peut relever le défi de trouver des investissements nécessaires à une croissance soutenue et durable. Dans ce cadre, les IDE (Investissements Directs Etrangers) constituent une aubaine. En effet, si les territoires ont besoin des firmes multinationales, les entreprises à leur tour ont besoin des territoires (Toumi, 2009 ; Hatem, 2004). D'une part, les groupes multinationaux cherchent à tirer profit des avantages très divers offerts par les différentes régions du monde, en optimisant la structure spatiale de leurs activités et en s'implantant là où elles espèrent trouver les meilleurs ressources et avantages; d'autre part, les gouvernements locaux cherchent à s'appuyer sur les firmes multinationales à travers leurs investissements et les transferts de technologies associés, pour atteindre leurs objectifs de croissance ou d'emploi. C'est dans ce contexte que depuis quelques années, les gouvernements de la plupart des pays s'efforcent tant bien que mal d'attirer les IDE en mettant en place un environnement des affaires aussi attractif que possible. « Le climat ou l'environnement des affaires » fait référence à l'environnement institutionnel du « business » dans un pays donné (ONU, 2014). En revanche, selon Banque Mondiale (2018), les IDE renvoient à l'acquisition d'un intérêt durable dans la gestion de l'entreprise.

¹ Enseignant-chercheur à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l'Université de Ngaoundéré – Cameroun, e-mail : etogo_nyaga@yahoo.fr, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l'Université de Ngaoundéré, B.P. 454, Ngaoundéré, Cameroun.

² Enseignant - Moniteur à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l'Université de Ngaoundéré – Cameroun. Doctorant à l'Université de Maroua - Cameroun. e-mail : moussa.elsaid@yahoo.fr

³ Doctorant à l'Université de Maroua, Cameroun. e-mail : aligambo.mahamat@gmail.com

L'IDE suppose l'intention de détenir un actif pendant quelques années et la volonté d'exercer une influence sur la gestion de cet actif. Au Cameroun notamment, les entrées d'IDE ont atteint 702 millions de dollars en 2018, soit une diminution sensible par rapport aux 814 millions de dollars enregistrés en 2017 (CNUCED, 2019). La plupart de ces IDE proviennent de l'Union Européenne, en particulier de la France et de l'Allemagne, et visent notamment l'industrie minière, y compris l'extraction du pétrole. Cependant, la Chine est devenue un investisseur majeur dans le pays, réalisant de grands projets d'infrastructure. Au demeurant, en dépit de toutes les vertus reconnues au secteur privé en termes de créations d'emplois ou de réduction de la pauvreté, et des déclarations des gouvernements qui disent tout mettre en œuvre pour rendre l'environnement des affaires attractif, dans les pays en développement, les entreprises continuent d'évoluer dans un climat des affaires souvent plus difficile que celui des pays développés (Dinh et al, 2010). En l'occurrence, World Bank (2019) montre dans le Doing Business⁴ 2019 que, dans tous les domaines de l'environnement des affaires, les pays d'Afrique Subsaharienne ont des scores plus mauvais que ceux de la majorité des pays les plus avancés. Les écarts les plus importants sont observés notamment sur le plan du commerce transfrontalier avec 46 points d'écart (sur un total de 100 points), ou le raccordement à l'électricité avec 36 points d'écart. De façon plus précise, dans le Doing Business 2019, le Cameroun présente un mauvais visage avec un classement général au 166^{ème} rang sur 190 pays et un recul de 3 places par rapport à l'année précédente 2018. Spécifiquement, le pays est classé 186^{ème} sur 190 sur le plan du commerce transfrontalier, 182^{ème} dans le domaine du paiement des taxes, 176^{ème} en ce qui concerne le transfert de propriété ou encore 166^{ème} en matière d'exécution des contrats.

Tous ces mauvais scores constituent un paradoxe et un contraste avec la réalité qui fait plutôt état d'un dynamisme des PME au Cameroun où notamment, ce dernier type d'entreprises (les PME) représente plus de 90% du tissu économique national et plus de 34% du PIB (INS, 2010). Ledit dynamisme fait d'ailleurs du Cameroun, un pôle de développement majeur en Afrique Centrale, où il domine largement les échanges commerciaux et la richesse produite dans la région (Tamba, 2010). Le paradoxe précédemment évoqué pose alors un questionnement. En effet, l'on n'a noté plus haut un contraste entre la mauvaise qualité de l'environnement des affaires et le dynamisme des PME au Cameroun. Or, dans le contexte camerounais, lesdites entreprises relèvent davantage du secteur informel (INS, 2018). On peut dès lors se demander ce qu'il en est de l'effet de cet environnement des affaires sur les IDE qui relèvent plutôt du secteur formel.

Ainsi, l'objectif du présent article est d'analyser l'influence de l'environnement des affaires sur les IDE au Cameroun. Procéder à une telle analyse revêt au moins un double intérêt. Premièrement, le présent article constitue une contribution à une meilleure appréhension de la relation qui existe entre l'environnement des affaires et les IDE dans les PVD en général et au Cameroun en particulier. Par là, le présent papier procède de la recherche des voies et moyens de mieux capitaliser le potentiel de création de revenus, de croissance et d'emplois dont sont pourvues les IDE, surtout dans les PVD où sévit une grande pauvreté et où il y a un grand besoin de financement de l'investissement. Deuxièmement, dans un contexte d'une économie mondialisée, la présente étude constitue un apport à une meilleure saisie de la problématique de la compétitivité et de l'attractivité dont ont besoin les PVD, pour mieux s'insérer dans l'économie mondiale.

Le reste de l'article se présente comme suit : la section 2 présente une revue de la littérature, la section 3 expose les données et méthodologie adoptées, et la section 4, les résultats. La section 5 quant à elle conclut.

2. Revue de la Littérature :

L'environnement des affaires recouvre trois dimensions (ONU, 2014) :

- une dimension institutionnelle et de gouvernance, qui est liée à l'existence des lois et réglementation qui favorisent la protection des droits de propriété indispensable pour l'émergence et le développement d'un secteur privé dynamique ;
- une dimension macroéconomique, qui est liée à la stabilité du cadre macroéconomique avec une capacité de résilience aux chocs endogènes et exogènes ;

⁴ Selon ONU (2014), le Doing Business s'intéresse à plusieurs dimensions importantes du cadre réglementaire applicable aux entreprises locales. Il présente des évaluations chiffrées des réglementations applicables aux petites et moyennes entreprises locales dans dix (10) domaines, à savoir la création d'entreprises, l'obtention de permis de construire, le raccordement à l'électricité, le transfert de propriété, l'obtention de crédit, la protection des investisseurs, le paiement des taxes et impôts, le commerce transfrontalier, l'exécution des contrats et le règlement de l'insolvabilité.

- une dimension infrastructurelle, qui inclut l'accès aux infrastructures physiques (eau, énergie, routes, etc.), financières et technologique.

L'influence du climat des affaires sur les IDE s'analysent dans la littérature essentiellement en termes d'attractivité.

Premièrement, sur le plan institutionnel, l'environnement des affaires influence l'attractivité des IDE à travers : la fiscalité, la stabilité politique et sociale, la démocratie, le niveau de corruption, le cadre judiciaire et administratif (Bouri, 2015).

Dans le domaine de la fiscalité, dans leur grande majorité, les études concluent à une influence négative du taux d'imposition (Alaya et al., 2007). En effet, un taux d'imposition élevé pourrait décourager l'investissement en général, et les IDE en particulier. Le risque politique concerne entre autres les coups d'Etat, guerres civiles, émeutes, expropriations d'actifs, terrorisme, conflits régionaux, népotisme, crimes organisés... Un cadre politico-social solide est un facteur préalable à l'attraction des IDE (Busse et Hefeker, 2007 ; Fedderke et Romm, 2006). De même, une grande majorité des études empiriques soutient l'idée selon laquelle les investissements transnationaux durables seraient attirés par un renforcement de la démocratie et des libertés (Li et Resnick, 2003 ; Harms et Ursprung, 2002). Par ailleurs, la corruption est considérée dans la littérature comme un frein à l'attractivité (Voyer et Beamish, 2004). A un autre niveau, l'efficacité de la justice, les droits de propriété, de sécurité des contrats privés, le respect de la propriété intellectuelle constituent des facteurs importants de l'arrivée des IDE (Bénassy-Quéré, Coupet et Mayer, 2007 ; Bevan, Meyer et Estrin ; 2004).

Deuxièmement, la dimension macroéconomique de l'environnement des affaires a également fait l'objet d'analyses à travers l'influence de la stabilité du taux d'intérêt, de la taille du marché et l'ouverture commerciale, ou des conditions de production offertes. Ainsi, en matière de stabilité, l'inflation est un frein à l'arrivée des IDE (Schneider et Frey, 1985). Il est en de même pour un taux d'intérêt nominal faible du pays d'accueil des IDE (Culem ; 1988), ou pour un taux de croissance faible du pays d'accueil (CNUCED, 1997). Aussi, à côté de l'ouverture commerciale du pays d'accueil (Chakrabarti, 2001), la taille du marché est un facteur attractif des IDE (Shatz et Venables, 2000). Du reste, les conditions de production avantageuses locales sont un facteur d'implantation des IDE. Il s'agit notamment des conditions en termes de coût et qualité de la main d'œuvre (Noorbakhsh et al. 2001) ou de disponibilité des ressources naturelles (Campos et Kinoshita, 2003).

Troisièmement, la dimension infrastructurelle a par ailleurs été abordée dans nombre d'études et intervient comme un facteur de l'installation des investisseurs étrangers. Aubin et al. (2006), trouvent une influence positive de l'indice de degré d'avancement des réformes d'infrastructures (transports, télécommunications, etc...) sur les stocks des IDE. Il en est de même pour Campos et Kinoshita (2008) sur le plan spécifique de l'influence du réseau de télécommunication.

3. Méthodologie et Base des Données

3.1 Spécification du modèle

A la lumière de la littérature précédemment parcourue et entre autres de l'approche de Campos et Kinoshita (2003), les IDE sont fonctions de variables telles que :

- la production pétrolière en pourcentage du PIB (PETRO), car les IDE sont majoritairement attirées par les ressources naturelles en Afrique et notamment le pétrole ;
- le taux de change (TXCH), dont la valeur élevée dans le pays d'accueil attire les IDE, avec l'objectif pour les investisseurs de rapatrier les bénéfices, mais avec le risque de perdre cet avantage en cas de production tournée vers les exportations ;
- le risque politique (RISQPOL) qui diminue plutôt les IDE. Dans le présent travail, le trouble politique ou le conflit armé constitue le risque politique. Ainsi, l'on attribue la valeur 1 aux années de trouble politique ou de conflit armé au Cameroun, et la valeur 0 aux autres années ;
- le service de la dette (SDET), une valeur élevée de la dette présage pour les investisseurs des impôts élevés dans le futur pour le remboursement de ladite dette ;
- l'inflation (INFL) dont la valeur élevée est en général mauvaise pour tous les investisseurs intérieurs ou venant d'ailleurs ;
- les infrastructures (INFRA) dont la dotation est un facteur d'attractivité des IDE ;

- le capital humain (KH) dont la dotation suppose que les investisseurs vont trouver les compétences locales. Il est mesuré par le taux de scolarisation total (primaire, secondaire et supérieur) ;
- le taux de croissance du Produit Intérieur Brut (TXPIB) dont la valeur montre l'état de la conjoncture macroéconomique ;
- l'ouverture commerciale (OUV) qui est un facteur d'attractivité en augmentant la taille du marché potentiel. Il est mesuré par la somme des importations et exportations, divisé par le PIB.

On a ainsi la spécification suivante⁵ : $IDE_t = PETRO_t + TXCH_t + RISPOL_t + SDET_t + INFL_t + INFRA_t + KH_t + TXPIB_t + OUV_t$. Où la variable dépendante est évidemment les IDE, les autres variables étant présentée plus haut et l'indice t étant l'année d'observation.

Tableau 1 : Les variables du modèle et les signes des coefficients de régression attendus

Variabes	Code et signe attendu des coefficients de régression associés
Production pétrolière en pourcentage du PIB	PETRO (+)
Taux de change	TXCH (-)
Risque politique,	RISQPOL (-)
Service de la dette	SDET (-)
Inflation	INFL (-)
Infrastructures	INFRA (+)
Capital humain	KH (+)
Taux de croissance	TXPIB (+)
Ouverture commerciale	OUV(+)

Source : Auteurs.

3.2. Source des données

Les données du World Development Indicators (WDI), complétées par une construction des auteurs pour ce qui est de la variable « risque politique » telle que spécifiée plus haut. Les données se présentent sous la forme de séries chronologiques et couvrent la période 1980-2017.

4. Les Résultats Obtenus

L'on présentera tour à tour les analyses statistiques et économétriques (4.1) et l'interprétation des résultats obtenus (4.2).

4.1. Analyses statistiques et économétriques

Elles incluent la recherche du décalage optimal du modèle AutoRegressive Distributed Lag ou ARDL (4.1.1) et l'analyse du modèle ARDL retenu (4.1.2.)

4.1.1. Recherche du décalage optimal du modèle ARDL :

Au préalable l'on a effectué une étude de la stationnarité des variables. L'on a aboutit à la conclusion que les variables sont intégrées soit à niveau, soit à l'ordre 1. La situation des différentes variables est résumée dans le tableau 2.

Du fait de la différence de l'ordre d'intégration des variables, la méthode d'estimation adaptée est celle de l'ARDL (AutoRegressive Distributed Lag c'est-à-dire le modèle autorégressif à retards échelonnés ou distribués). En effet, les séries sont intégrées à des ordres différents, ce qui rend inefficace le test de cointégration de Engle et Granger (cas de deux séries) et celui de Johansen (cas multivariés c'est-à-dire avec plus de deux séries), et rend opportun le test de cointégration aux bornes (Pesaran et al., 2001). La seule exigence pour l'usage du modèle ARDL est que la variable expliquée et les explicatives doivent être soit toutes I(0), soit toutes I(1) ou alors un mélange de I(0) et I(1). Ce dernier cas est précisément observé dans le présent contexte.

⁵ Certaines spécifications intègrent un retard de la variable IDE (Nkouka, 2010), cependant dans le présent cas, la méthode d'évaluation sur laquelle nous allons revenir plus bas, intègre de fait ledit retard.

Tableau 2 : Les tests de Dickey- Fuller Augmenté (ADF)

Variables		t statistique	Valeur critique à 5%	Conclusion
IDE	Niveau	-5,2353**	-2,9434	I (0)
PETRO	Niveau	-4,2540**	-2,9434	I (0)
TXCH	Niveau	-0,3668	-2,9434	I (1)
	Différence 1 ^{ère}	-5,3210**	-2,9458	
RISQPOL	Niveau	-2.8795	-2,9434	I (1)
		-6.7644**	-2,9458	
SDET	Niveau	-1,6779	-2,9434	I (1)
	Différence 1 ^{ère}	-7,0013**	-2,9458	
INFL	Niveau	-4,8872**	-2,9434	I(0)
INFRA	Niveau	-1,9994**	-2,9434	I (1)
	Différence 1 ^{ère}	-5,4079	-2,9458	
KH	Niveau	0,8123	-2,9434	I (1)
	Différence 1 ^{ère}	-6,2890**	-2,9458	
TXPIB	Niveau	-2,6840	-2,9434	I (1)
	Différence 1 ^{ère}	-11,1179	-2,9458	
OUV	Niveau	-1,7803	-2,9434	I (1)
	Différence 1 ^{ère}	-4,6613**	-2,9458	

Source : Calculs des auteurs

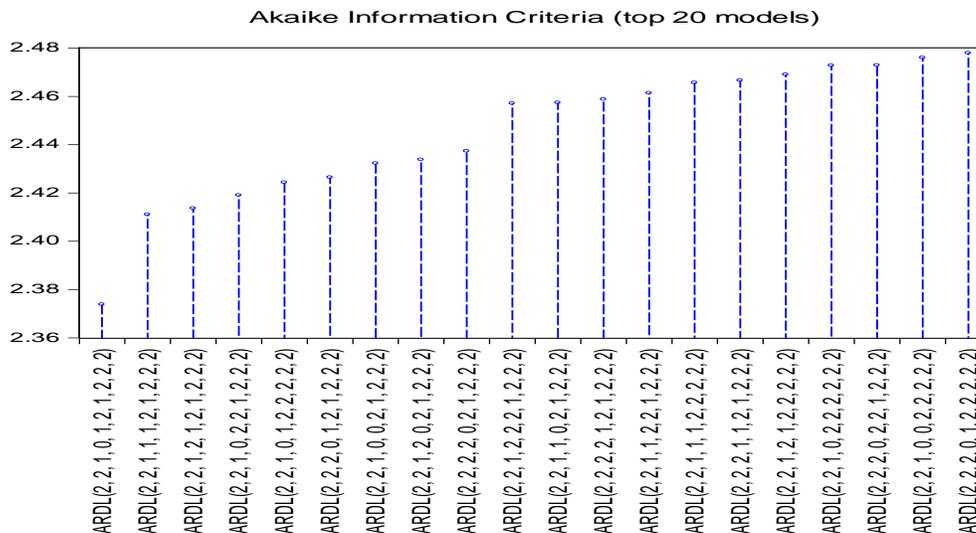
Note : ** indique le rejet de l'hypothèse nulle au seuil de 5%.

I(0) et I(1) signifient : intégrée respectivement d'ordre 0 et d'ordre 1.

Pour appliquer le test de cointégration de Pesaran et al. (2001), l'on procède en deux étapes : d'abord la détermination du décalage optimal et dans le présent cas l'on adoptera le critère d'Akaike ; ensuite, l'usage du test de Fisher pour tester la cointégration entre séries.

L'usage du critère d'Akaike montre que le modèle optimal est l'ARDL (2,2,1,0,1,2,1,2,2,2) car ce dernier modèle donne le plus petit AIC (critère d'information d'Akaike) comme le montre la figure 1 :

Figure 1 : Présentation du critère d'information de Akaike dans la sélection du modèle



Source : Auteurs

4.1.2. Estimation et analyse du modèle ARDL retenu :

L'estimation du modèle ARDL (2,2,1,0,1,2,1,2,2,2) est contenue dans le tableau ci-après.

Tableau 3 : Résultats de l'estimation du modèle ARDL optimal retenu

Variable	Coefficient	Ecart-type	t-Statistic
IDE(-1)	-0,589860**	0,212394	-2,777201
IDE(-2)	-0,438424**	0,195342	-2,244396
INFL	0,035924	0,042300	0,849267
INFL(-1)	-0,109844**	0,046592	-2,357564
INFL(-2)	-0,116797**	0,037647	-3,102433
INFRA	0,521722	0,997656	0,522948
INFRA(-1)	3,052291***	0,887338	3,439830
KH	0,284894	0,244382	1,165773
OUV	23,49245**	9,285917	2,529901
OUV(-1)	-18,18272	15,77638	-1,152528
RISQPOL	-0,132496**	0,054390	-2,436016
RISQPOL(-1)	-0,061323	0,056439	-1,086540
RISQPOL(-2)	-0,157505**	0,059101	-2,665032
SDET	0,356822	0,357003	0,999493
SDET(-1)	-1,154707***	0,268159	-4,306052
TXCH	-0,001090	0,014700	-0,074149
TXCH(-1)	-0,016513	0,020287	-0,814005
TXCH(-2)	0,036815*	0,019370	1,900655
TXPIB	0,251323**	0,108201	2,322738
TXPIB(-1)	0,036643	0,081049	0,452116
TXPIB(-2)	0,172837***	0,047220	3,660279
PETRO	-0,139674	0,111569	-1,251910
PETRO(-1)	-0,000279	0,140308	-0,001989
PETRO(-2)	0,347810**	0,148778	2,337781
C	7,234098	5,311876	1,361872
R-carré	0,903946	AIC	2,373843
R-carré ajusté	0,694372		
F-statistic	4,313268	Prob(F-statistic)	0,007515

Source : Calculs des auteurs

Note : *, **, *** indiquent respectivement les significativités à 10%, 5%, 1%.

* Analyse de la robustesse du modèle :

Elle se fait à travers une série de tests dont les résultats sont présentés dans le tableau 4 .

Tableau 4 : Résumé des résultats des tests de robustesse du modèle ARDL.

Hypothèse	Test	F-Statistique (probabilité)
Normalité	Jarque-Bera	0,7675 (0,6813)
Homoscédasticité	Breusch-Pagan-Godfrey	1,2250 (0,3749)
Absence de corrélation	Breusch-Godfrey	3,9789 (0,0578)
Bonne spécification	Ramsey	0,4439 (0,5203)

Source : Calculs des auteurs

L'hypothèse nulle est acceptée pour tous ces tests (au seuil de 5%). Le modèle est ainsi validé sur le plan statistique. Le modèle ARDL (2,2,1,0,1,2,1,2,2,2) estimé est globalement bon et explique à pratiquement 70% la dynamique de l'afflux des IDE au Cameroun de 1980 à 2017. L'on doit alors effectuer le test de cointégration de Pesaran et al. (2001), car si les variables ne sont pas cointégrées, l'on ne pourra pas estimer un modèle à correction d'erreur, ni estimer les effets à court et long terme. De même, ledit test ne s'effectue (notamment sur Eviews 9) qu'à partir de la fenêtre de l'output du modèle ARDL optimal retenu. L'on notera des valeurs critiques, que la borne

supérieure (2^{ème} ensemble) reprend les valeurs pour lesquelles les variables sont intégrées d'ordre 1 I(1) et la borne inférieure (1^{er} ensemble) concernent les variables I(0).

Tableau 5 : Résultats du test de cointégration aux bornes

F-calculé	6,3592	
Valeurs critiques des bornes		
Significativité	borne I(0)	borne I(1)
5%	2,14	3,3

Source : Calculs des auteurs

A travers le tableau 5, la Fisher calculée est supérieure à la borne supérieure alors, il y a bien cointégration. On peut ainsi estimer les effets de court et de long terme.

Tableau 6 : Résultats des estimations des coefficients de court terme et de long terme.

Variable dépendante : IDE			
Représentation à correction d'erreur			
Variables	Coefficient	Ecart type	t-Statistic
D(IDE(-1))	0,438424**	0,195342	2,244396
D(INFL)	0,035924	0,042300	0,849267
D(INFL(-1))	0,116797**	0,037647	3,102433
D(INFRA)	0,521722	0,997656	0,522948
D(KH)	0,284894	0,244382	1,165773
D(OUV)	23,492448**	9,285917	2,529901
D(RISQPOL)	-0,132496**	0,054390	-2,436016
D(RISQPOL(-1))	0,157505**	0,059101	2,665032
D(SDET)	0,356822	0,357003	0,999493
D(TXCH)	-0,001090	0,014700	-0,074149
D(TXCH(-1))	-0,036815*	0,019370	-1,900655
D(TXPIB)	0,251323**	0,108201	2,322738
D(TXPIB(-1))	-0,172837***	0,047220	-3,660279
D(PETRO)	-0,139674	0,111569	-1,251910
D(PETRO(-1))	-0,347810**	0,148778	-2,337781
Ecm(-1)	-0,328285***	0,358425	-5,658877
Représentation de long terme			
Variables	Coefficient	Ecart type	t-Statistic
INFL	-0,094029**	0,040866	-2,300887
INFRA	1,762086***	0,546364	3,225114
KH	0,140460	0,110974	1,265704
OUV	2,617843	4,840645	0,540804
RISQPOL	-0,173212***	0,050191	-3,451062
SDET	-0,393379**	0,153392	-2,564533
TXCH	0,009472	0,011847	0,799494
TXPIB	0,227189***	0,034811	6,526271
PETRO	0,102479	0,103907	0,986254
C	3,566609	2,538647	1,404925

Source : Calculs des auteurs

Note : *, **, *** indiquent respectivement les significativités à 10%, 5%, 1%.

4.2. Interprétation des résultats

Le tableau 6 montre que le coefficient d'ajustement ou force de rappel, principal objet d'intérêt dans le modèle de court terme, est statistiquement significatif. Il est négatif et est compris entre zéro et un en valeur absolue

-0,328285, ce qui garantit un mécanisme de correction d'erreur, et l'existence d'une relation de cointégration entre variables et donc de mécanismes de convergence vers la cible de long terme. Le coefficient d'ajustement de -0,328285 indique une vitesse plutôt modérée de convergence vers l'équilibre de long terme.

Cela traduit le fait que les déviations à court terme de l'équilibre de long terme de IDE se corrigent à 32,83% par an par effet de feedback. Le retard moyen saisi à travers la durée de résorption entière d'une déviation de l'équilibre est de 3 ans et 17 jours ($1/0,328285 = 3,04613$). Concernant le modèle de long terme : seules les variables « inflation », « infrastructures », « risque politique », « service de la dette » et « taux de croissance » sont significative et de signes attendus, les autres variables étant non significatives. L'on note ainsi une confirmation :

- de l'influence négative : d'abord de l'inflation à l'image du résultat de Schneider et Frey (1985), ensuite du risque politique comme dans l'étude de Nkouka (2010) et enfin du poids de la dette tel que le prévoit Bourri (2015).
- de l'influence positive : du taux de croissance ainsi que CNUCED (1997) le soulignait déjà, mais aussi des infrastructures à l'instar de l'étude de Campos et Kinoshita (2008). Seulement, ce dernier résultat est plutôt paradoxal et masque en fait une réalité qui fait réellement état d'un faible niveau d'infrastructures au Cameroun avec par exemple le 42^{ème} rang et 26^{ème} rang sur 54 en ce qui concerne le classement sur le plan des infrastructures respectivement de transport et d'électricité en Afrique selon BAD (2018).

5. Conclusion :

Ce papier avait pour objectif d'étudier l'influence de l'environnement des affaires sur les IDE Cameroun. L'on a fait usage du modèle ARDL et du test de cointégration aux bornes. L'on a abouti aux résultats suivants : **(i)** certaines variables de l'environnement des affaires ont une influence négative sur les IDE à savoir l'inflation, le risque politique, la dette publique, alors que le taux de croissance et les infrastructures ont un effet plutôt positif, ce dernier résultat étant plutôt paradoxal étant donné le faible niveau d'infrastructures du pays; **(ii)** la force de rappel révèle une vitesse plutôt modérée de convergence vers l'équilibre de long terme de l'afflux des IDE, puisque les déviations de court terme dudit équilibre se corrigent à 32,83% par an par effet de feedback. Ces résultats suggèrent une nécessité pour les pouvoirs publics de ne ménager aucun effort pour améliorer l'environnement des affaires dans la mesure où les apports extérieurs sont indispensables pour réaliser les investissements nécessaires à l'émergence économique projeté à l'horizon 2035 par les autorités publiques.

Références bibliographiques

- Alaya, M., Nicet-Chenaf, N. & Rougier, E. (2007). Politique d'attractivité des IDE et dynamique de croissance et de convergence dans les Pays du Sud Est de la Méditerranée. Cahiers du GREThA, 6, Juin.
- Aubin, C., Berdot, J.-P., Goyeau, D. & Lenoard, J. (2006). Investissements directs américains et européens dans les PECO : quel rôle des effets de change ?. Revue Economique, 57, 4, 771-792.
- BAD (2018). Indice de développement des infrastructures en Afrique 2018. Banque Africaine de Développement, Abidjan, Côte d'Ivoire.
- Banque Mondiale (2018). World Development Indicators. The World Bank, Washington DC.
- Bénassy-Quéré, A., Coupet, M. & Mayer, T. (2007). Institutional Determinants of Foreign Direct Investment. World Economy, 30(5), 764-782.
- Bevan, A., Estrin, S. & Meyer, K. (2004). Foreign Investment Location and Institutional Development in Transition Economies. International Business Review, 13(1), 43-64.
- Bourri, S. (2015). Les déterminants de l'Investissement Direct Etranger : Evidence empirique à partir des données de panel dans la région MENA (1980-2011). Thèse de Doctorat en Sciences Economiques, Université Abou Bakr Belkaid-Tlemcen, Algérie.
- Busse, M. & Hefeker, C. (2007). Political Risk, Institutions and Foreign Direct Investment. European Journal of Political Economy, 23, 397-415.
- Campos, N.F. & Kinoshita, Y.Y. (2003). Why does FDI go Where it goes? New Evidence from the Transition Economies. University of Michigan William Davidson Institute Working Papers Series, 2003-573.
- Campos, N F. & Kinoshita, Y.Y. (2008). Foreign Direct Investment and Structural Reforms: Evidence from Eastern Europe and Latin America. IZA Discussion Paper Series, 3332, February.
- Chakrabarti, A. (2001). The Determinants of Foreign Direct Investment: Sensitivity Analyses of Cross-Country Regressions. Kyklos International Review for Social Sciences, 54(01), 89-113.

- CNUCED (1997). Sociétés transnationales, la structure du marché et la politique de concurrence. Rapport sur l'investissement dans le monde. United Nations Publication, New York et Genève.
- CNUCED (2019). World Investment Report 2019. United Nation Publication, New York et Genève.
- Culem, C. (1988). Direct Investment Among Industrialized Countries. *European Economic Review*, 32, 885-904.
- Fedderke, J.W. & Romm, A.T. (2006). Growth Impact and Determinants of Foreign Direct Investment into South Africa, 1956-2003. *Economic Modelling*, 23(5), 738-760.
- Harms, P, & Ursprung, H.W. (2002). Do Civil and Political Repression Really Boost Foreign Direct Investments?. *Economic Inquiry*, 40(4), 651-663.
- Hatem, F. (2004). Investissement international et politiques d'attractivité. *Economica*, Paris.
- Dinh, H.T., Mavridis, D.A. & Nguyen, H.B. (2010), The binding constraint on firms' growth in developing countries. Policy Research Working Paper 5485, World Bank, Development Economics, Operations and Strategy Unit, Washington, DC.
- INS (2018). Deuxième Recensement General des Entreprises en 2016 (Rge-2), Rapport principal. INS, Yaoundé.
- Li, Q., Resnick, A. (2003). Reversal of Fortunes: Democratic Institutions and Foreign Direct Investment Inflows to Developing Countries. *International Organization*, 57, Winter, 175-211.
- Nkougou, S.L. (2010). Analyse des Déterminants des Investissements Directs Etrangers au Congo. *Revue CEDRES-Etudes*, 51, 1-22.
- Noorbakhsh, F., Paloni, A. & Youssef, A. (2001). Humain capital and FDI inflows to developing countries: New empirical evidence. *World Development*, 29(9), 1593-1610.
- OCDE (2005). Chapitre 1 : L'importance De l'Investissement Privé pour le Développement. *Revue de l'OCDE sur le Développement*, 2 (6), 19-23.
- ONU (2014). Rapport sur l'amélioration du Climat des Affaires en Afrique Centrale. Nations Unies, Commission Economique pour l'Afrique.
- Pesaran, M. H., Shin, Y. & Smith, R. J. (2001). Bounds Testing Approaches to the Analysis of Level Relationships. *Journal of Applied Econometrics*, 16(3), 289-326.
- Schneider, F. & Frey, B.S. (1985). Economic and Political Determinants of Foreign Direct Investment. *World Development*, 13(2), 161-175.
- Shatz, H.J. & Venables, A.J., 2000. The Geography of International Investment. World Bank Working Paper, 2338.
- Tamba, I. (2010). Planification des plans nationaux de développement conformes aux OMD : le cas du Cameroun. Nations Unies, Commission Economique pour l'Afrique.
- Toumi, S. (2009). Facteurs d'attractivité des investissements directs étrangers en Tunisie. *L'Actualité économique*, 85(2), 209-237.
- Voyer, P.A. & Beamish, P.W. (2004). The Effect of Corruption on Japanese Foreign Direct Investment", *Journal of Business Ethics*. 50, 211-224.
- World Bank (2019). Doing Business 2019 : Training for Reform. A World Bank Group Flagship Report. International Bank for Reconstruction and Development / The World Bank, Washington DC.